

Point de vue

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1977)**

Heft 420

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'exécutif genevois formulait en particulier le vœu que se crée une œuvre semblable à celle mise sur pied par les alcooliques anonymes ou par la Main-Tendue, « deux organisations dont l'efficacité réside dans leur indépendance à l'égard des pouvoirs publics ».

Et M. Fontanet de proposer ce diagnostic : « Dans un domaine ou se mêle souvent asocialité, margi-

On le sait, la nouvelle administration américaine est en train de reviser la politique des Etats-Unis en matière de stupéfiants... avec toutes les conséquences que cela suppose pour le reste du monde. Ainsi le conseiller spécial du président Carter a-t-il pu déclarer lors de la deuxième conférence mondiale des « communautés thérapeutiques » (cf. « Le Monde », 26.8) : « La marijuana peut être cultivée partout aux Etats-Unis, et n'importe qui peut s'en procurer. Je crois que nous devons continuer à nous opposer fermement à sa légalisation, mais il faut bien voir que huit à neuf millions de personnes en fument régulièrement. Face à un phénomène d'une telle ampleur, la loi ne peut être appliquée systématiquement. Certains sont punis alors que d'autres ne le sont pas. Certains sont mis en prison et dotés d'un casier judiciaire sans profit pour la société. Cela fait peut-être plus de mal que les effets de la drogue elle-même ». En bref, le conseiller du président américain ne croit pas que « décriminaliser » l'usage de la marijuana entraînera une augmentation de la consommation ou de la production, fondant sa conviction sur l'expérience de l'Etat d'Orégon où l'usage de la marijuana est décriminalisé depuis trois ans.

nalité et délinquance, les pouvoirs publics ne peuvent pas tout faire; il est bon qu'il existe des organisations et des gens qui, sans relation de subordination, parfois sans relation quelconque avec les organes de l'Etat, peuvent être à même d'intervenir ».

Deux ans après, est-on toujours d'accord sur cette plateforme de combat ?

POINT DE VUE

La TGS lave plus blanc

Il me semble avoir lu, dans quelque gazette, que la France avait récemment produit de « nouveaux » philosophes.

Passons — car il doit s'agir en réalité de vieux modèles dont la peinture a été rafraîchie sommairement, juste de quoi éberluer les gogos du « Nouvel Observateur », toujours à la recherche d'une nouvelle savonnnette philosophique.

Un brin plus intéressant me paraît être un autre courant : celui qui tente d'amalgamer biologie, cybernétique et politique.

Attention ! Rien, là non plus, de nouveau.

Tout a déjà été dit par Aristote, Saint Thomas d'Aquin, Denis de Rougemont et une multitude de gens qui n'ont rien écrit parce qu'ils avaient plus urgent à faire.

Il s'agit, grosso modo, de ceci : se rendant (enfin) compte que les doctrines, les idéologies, les programmes communs, les anti-doctrines, les anti-idéologies et les anti-programmes pas communs et tout ce business reposent le plus souvent sur des racontars, un certain nombre de gens (sachant à peu près lire et écrire) se sont mis dans l'idée qu'ils pourraient éventuellement trouver quelques certitudes du côté de la science.

En d'autres termes, ils se sont imaginés qu'ils pourraient fonder « scientifiquement » une théorie politique.

Bon, l'intention est louable en même temps qu'un peu louche.

Comme, justement, un vague domaine de recherche se trouvait disponible à un prix abordable, les amateurs ont commencé d'arriver. Le domaine en question, c'est une idée vieille comme le monde qui fut baptisée « Thé-

orie générale des systèmes », il y a une bonne trentaine d'années par un certain Ludwig von Bertalanffy — un type très bien, d'ailleurs.

A coup d'équations plus ou moins différentielles, d'un chouïa de thermodynamique et de biologie, Ludwig von B. a montré — de façon sympathique, il faut le noter — que tout est dans tout et qu'une porte peut être ouverte ou fermée. (Cf. son livre paru chez Masson en 1973, ce qui est un scandale puisque l'édition originale en anglais date, sauf erreur, de 1968.)

A la TGS, s'est superposée une couche de cybernétique — dont on ne sait pas encore très bien de quel bois elle se chauffe — et le tout a donné une espèce de théorie plus ou moins politique qui dit notamment que si les choses vont plutôt mal, c'est parce que tout est trop centralisé. Moralité : il faut faire ce que Denis de Rougemont recommande de faire depuis des siècles, à savoir créer des unités de petites dimensions, auto-gérées et fédérées entre elles par des liens souples.

En langage compliqué : il faut mettre en place des systèmes stables fondés sur des sous-systèmes instables. Bref, il ne faut pas faire ce que fait la France depuis Napoléon. Parce que ça finit mal avec des âneries genre Concorde et Super-Phénix.

Les gens que ce genre de théorie intéresse peuvent toujours lire « Le social et le vivant » d'un certain Joseph Fontanet, paru chez Plon. Pour un ancien ministre, c'est honnête. Evidemment, il considère la France comme la troisième planète du système solaire. C'est gênant, très, très gênant.

Mais enfin, un ministre, français de surcroît, qui se pose des questions, ce n'est pas très courant.

M. Rudolph Gnaegi, lui, est-ce qu'il se pose des questions ?

Gil Stauffer